

Bourges : une pétition pour épauler les locataires

10 mars 2023

Indecosa CGT aide les locataires de la cité jardin du quartier aéroport

A Bourges, une pétition de l'Indecosa CGT a déjà recueilli un peu plus d'un millier de signatures depuis sa mise en ligne le 9 février : elle concerne la cité-jardin du quartier aéroport qui devra être en grande partie, rasée.



Les structures métalliques de ces immeubles mais aussi de certains pavillons, construits dans les années 1930, ont très mal vieilli. Les logements pourraient s'effondrer d'ici trois ans. Le propriétaire, le bailleur social Val de Berry a annoncé qu'il **faudra reloger entre 200 et 340 familles** d'ici trois ans maximum, avant de raser un grand nombre de ces habitations. Le problème du relogement est encore plus complexe pour les locataires qui vivent dans des pavillons. Il y en a quatre-vingt-dix-neuf dans la cité-jardin. **Dominique y est locataire depuis 74 ans** : *« Vous savez, monsieur, je suis arrivée dans ce pavillon à l'âge de quatre ans, et j'en ai soixante-dix-huit aujourd'hui ! Voir tous les responsables, à la réunion publique du quatre janvier, nous annoncer brutalement qu'il faudrait sans doute raser nos logements, cela m'a beaucoup fâché. Ils nous ont annoncé ça brutalement. Je suis agacée. Je n'en dors plus la nuit. Pour l'instant, je fais le mort. Je ne me manifeste pas pour partir. »*

La voisine de Dominique, Nadine s'est tout de suite manifestée comme candidate

à un relogement. Ce qu'on lui a proposé à la Chapelle Saint Ursin, la laisse pantoise. **Elle regrette aujourd'hui cette initiative** : » *Ce pavillon était dans un sale état. Les papiers-peints déchirés ; il y a quinze centimètres à enjamber pour aller dans le petit jardin. La salle de bain est minuscule avec une baignoire et il nous faudrait une douche. Mon mari marche avec une canne. On a une dame qui vient pour sa toilette et on ne peut même pas tenir à deux dans la salle de bain. Et je ne vous parle pas des radiateurs qui ne sont plus tout jeunes. Et c'est tout électrique : Je vais en avoir pour 200 euros par mois, pour chauffer. En plus du loyer. J'ai refusé cette proposition. »*



Guy Léger, de l'Indecosa-CGT

Dans sa pétition, l'Indecosa CGT insiste pour que tout soit mis en oeuvre pour **maintenir le maximum de logements** de la cité-jardin : » *On ose leur faire visiter un bâti qui ne peut pas les accueillir. C'est inadmissible !* assène Guy Léger, animateur logement à l'Indecosa CGT. Même si on leur promet des travaux de rénovation avant leur arrivée. *La pétition est là pour rappeler que tout ce qui peut être sauvé, notamment sur les pavillons, c'est autant de familles qu'il n'y aura pas à reloger. Deuxième point, on veut rappeler le souhait des habitants d'être relogés dans le quartier. »*

Val de Berry attend toujours **le diagnostic complémentaire** diligenté sur les pavillons pour voir si certains pourront être sauvés. Les résultats seront connus dans le courant du mois de mars et seront annoncés lors d'une nouvelle réunion publique. Il est clair, étant donné le peu de pavillons vacants dans le logement social, que les relogements ne pourront pas tous se faire sur Bourges, à moins

d'accepter d'habiter en logement collectif. A ce jour, vingt-quatre relogements sont en cours, pour des familles issues de logements collectifs. Val de Berry qui se dit à l'écoute des demandes de chacun.